

## Communiqué de presse

Papeete, le 28 mai 2012

### **Le Fenua perd sa santé par incompetence et irresponsabilité de ses politiques historiques**

Après avoir échangé avec les acteurs du milieu de la santé et les patients, je constate le même désarroi, le même sentiment d'abandon de la population aux cinq coins du Fenua.

La rengaine du « qui gagnera plus sur le dos d'autrui » épuise les finances de la santé.

Députée, j'appellerai solennellement l'aide de la France pour reprendre une situation catastrophique, conséquence d'une absence de politique de santé depuis 10 ans.

Nous sommes le seul territoire français où le dépistage du cancer du sein n'est pas remboursé. « Une broutille » a qualifié une femme élue de l'assemblée territoriale « au regard de ce que nous a fait la France ».

C'est donc cela la politique de cette génération dépassée : « faire payer coûte que coûte pour que leurs propres enfants souffrent ce qu'ils ont souffert ? »

Voilà une politique suicidaire dont nous subissons la folie aux 5 coins du Fenua.

Les médecins sont nombreux à quitter notre territoire par défaut de convention avec la CPS. Les économies réalisées par la CPS en absence d'une convention sont faites au détriment de notre santé à tous et surtout celle des plus vulnérables.

Si tu habites Fatu-Hiva, tu ne verras ton médecin que tous les 3 mois.

Si tu habites aux Marquises, le 31 mai, le bloc opératoire fermera pour cause de non remplacement de médecin.

Bientôt tous nos enfants naitront à Tahiti, à 1500-2000 kilomètres pour les plus éloignés d'entre nous.

On devrait poser les fesses des décideurs historiques sur le banc d'un poti marara entre Fatu-Hiva et Hiva-Oa pour qu'ils comprennent la souffrance d'un malade évacué en urgence.

Si tu as une réduction de transport Air Tahiti et que tu dois être évacué sanitaire sur Tahiti, la CPS paiera plein tarif.

Comment l'argent des contribuables français et polynésiens est-il gaspillé ?



**Députée, je demanderai la mise en place de contrôle systématique et efficace de l'argent public en Polynésie française.**

**Députée, je me battrais pour que la continuité territoriale s'effectue jusque dans nos archipels mais à la condition que la gestion de ces francs publics soit équitable, sérieuse et durable.**

**Assez de gaspillage !**

**Députée je me battrais pour récupérer l'engagement de l'Etat de 2 milliards de Francs CFP par an au titre du RSPF pour former, recruter des professionnels de la vie associative, de la garde d'enfants, de personnes âgées et handicapées.**

Il est urgent de recréer le lien social qui mine nos jeunes et les pousse à la violence, dans la drogue ou pire, au suicide.

Que font les décideurs historiques ?

En février 2011, Ronald Terorotua, Président du conseil d'administration de la CPS avait déclaré qu'il mettrait en place une commission adhoc pour faire payer à la France 24 milliards pour les essais nucléaires. Qu'en est-il de cette commission ? Rien.

Nous n'avons plus les moyens de rémunérer des personnes à ne rien faire, ces personnes nous plongent davantage dans la dépression en faisant des économies sur le dos de notre santé.

Afin de rétablir un climat de confiance entre la CPS, les professionnels de la santé et les patients, j'appuie la candidature de Luc tapeta à la Présidence du Conseil d'administration de la CPS.

**Députée, je ferai entendre la voix des plus vulnérables d'entre nous pour que l'accès à la santé soit rétabli pour tous.**

**Plus globalement, je ferai voter une loi à l'Assemblée Nationale pour protéger les citoyens français de Polynésie quand le pays n'exerce pas ou exerce mal ses compétences.**

**Députée, je ferai valoir l'état d'urgence humanitaire qui touche notre territoire par la faute de ses dirigeants historiques.**

Point besoin d'aller en Afrique pour voir des enfants qui ne mangent pas à leur faim.

Point besoin de s'embarquer dans le tiers-monde pour faire des centaines de kilomètres avant de rencontrer un médecin.

**Le Fenua endure une misère médicale alarmante et cela se passe sur un territoire français.**



Députée, je tirerai la sonnette d'alarme à l'assemblée nationale avant qu'il ne soit trop tard et pour qu'on ne puisse pas dire « On ne savait pas ».

Députée, j'activerai cette chaîne de l'emploi local durable basée sur nos ressources naturelles, le travail coopératif, l'équité et l'emploi local.

